

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
ZA La Vatine  
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 05/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIBELCO FRANCE**

MONT CORMON-CHAUVERSY  
LIEU-DIT GORGE SAINT BENOIT  
60800 TRUMILLY

Références : CAR-R/0202/22-AC/SA

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement SIBELCO FRANCE implanté MONT CORMON-CHAUVERSY LIEU-DIT GORGE SAINT BENOIT 60800 TRUMILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIBELCO FRANCE
- MONT CORMON-CHAUVERSY LIEU-DIT GORGE SAINT BENOIT 60800 TRUMILLY
- Code AIOT dans GUN : 0005103249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SIBELCO exploite un gisement de sables siliceux dont les caractéristiques permettent de les utiliser dans les secteurs de la céramique, construction, verre, etc...

L'extraction du sable est réalisée par campagne, au moyen de chargeuses. Les matériaux sont acheminés vers l'usine situé à Crépy en Valois par camions.

Les activités de la carrière sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 27 août 2001, et prolongées par arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale déchets d'extraction carrières ;
- plan d'exploitation / bornage / extraction ;
- accès / circulation ;
- incident.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n°1: Bornage et plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.4	/	Sans objet
PC n°2: Extraction	Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article IV.1	/	Sans objet
PC n°3: Accès	Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.6	/	Sans objet
PC n°4: Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.8	/	Sans objet
PC n°5: Accident - Incident	Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article II.8	/	Sans objet
PC n°6 : Plan de gestion de déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
PC n°7 : Existence d'une installation de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il a été constaté que l'exploitation du site est réalisée conformément aux prescriptions contrôlées.

Concernant la gestion des déchets inertes d'extraction, la société a mis en place un plan de gestion des déchets et les utilise directement à la remise en état du site.

L'incident sur la cribleuse ayant entraîné une fuite d'huile a été signalé et traité dans les meilleurs délais. Il est cependant attendu, comme rappelé à l'exploitant, un rapport d'incident dans les 15 jours suivants l'incident.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : PC n°1: Bornage et plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prescriptions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant la reprise des travaux dans le cadre de la présente autorisation : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;</li><li>- un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation, à l'inspection des installations classées à Beauvais.</li></ul> De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2 000ème. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ; <ul style="list-style-type: none"><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation a été présenté lors de l'inspection. Il a été réalisé le 31 décembre 2021 et comprend également le bornage.  Il a été constaté que le plan présente tous les éléments demandés par la prescription contrôlée ci-dessus.  Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence d'une des bornes permettant de définir le périmètre de la carrière. Il est cependant recommandé à l'exploitant d'augmenter la visibilité des bornes présentes et d'organiser un passage à une fréquence définie afin de s'assurer du bon maintien de toutes les bornes jusqu'à la fin de l'activité de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°2: Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article IV.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site peut être excavé sur une profondeur moyenne de 32 m. Aucune extraction ne doit être réalisée sous la cote 112 m NGF. Le volume total de sables industriels à exploiter est estimé à 470 000 m <sup>3</sup> .  La production annuelle de sables industriels est en moyenne de 35 000T, au maximum de 50 000 T.  Le volume total des matériaux de découverte, des stériles et des rebuts d'exploitation est estimé à 175 000 m <sup>3</sup> . Ils sont conservés sur le site, en vue de la remise en état des lieux.
<b>Constats :</b> L'étude du plan d'exploitation présenté en séance indique qu'aucune extraction n'a été réalisée sous la cote des 112 m NGF. Le point le plus bas recensé est à 112,93 m.  L'exploitant a indiqué que l'exploitation du site était plus faible qu'autorisée, pour une extraction en 2021 de 25 730 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°3: Accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès à l'exploitation doivent être limités en fonction des besoins normaux et garantis de manière à interdire l'accès à la carrière à tout véhicule étranger à l'entreprise.  L'accès de toute zone dangereuse et du carreau de la carrière doit être interdit par une clôture solide et efficace qui est continue aux endroits où un accès est matériellement possible ; elle est régulièrement surveillée et entretenue aux frais de l'exploitant et des pancartes signalent le danger.  En dehors des périodes ouvrées, l'établissement doit être fermé à clef par un portail. Des pancartes rappellent l'interdiction de pénétrer.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite de terrain que la carrière est fermée par un portail rigide cadenassé. Les affichages réglementaires concernant l'autorisation de la société exploitant le site ainsi que la référence de l'arrêté d'autorisation, la défense d'entrer et la signalisation du danger sont présents et bien lisibles à l'entrée de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°4: Circulation dans l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article III.1.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...).
La signalisation est celle de la voie publique.
Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Les voies de circulation sont toujours dégagées pour permettre l'intervention des véhicules de secours en cas de nécessité.
Les emplacements des moyens de secours sont signalés et leurs accès maintenus dégagés en toute circonstance.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite de terrain la présence d'un plan de circulation lisible et situé sur la voie d'accès à la carrière après le portail d'entrée.
Ce panneau indique la limite de vitesse sur la carrière, les zones de parking et de rassemblement, ainsi que la zone de chargement.
Il rappelle également l'obligation de port des équipements de protection individuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°5: Accident - Incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2001, article II.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout incident notable ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations, y compris des opérations de chargement ou déchargement des produits, qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.  L'exploitant fournit à cette dernière, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.
<b>Constats :</b> Par courrier électronique du 27 avril 2022, la société SIBELCO a informé l'inspection des installations classées que la crible MCCLOSKEY S130 – 2D présente sur la carrière a connu un incident. L'exploitant a indiqué qu'un des flexibles de la machine a rompu, entraînant un déversement d'huile dans la carrière à proximité du front (zone sableuse).  L'utilisation du kit anti-pollution n'a pas pu se faire, car l'huile s'est répandue au niveau des chenilles et la machine était immobilisée du fait de la panne.  L'exploitant a également indiqué que la machine est en location auprès de la société CIMME SODIMAT.  Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la société de location est intervenue dès le lendemain, le matin du jour de l'inspection. L'intervention a permis de réparer la machine, pouvoir la déplacer et traiter la zone de pollution située sous une des chenilles de la machine. La société SODIMAT a excavé la zone polluée où environ 100 L d'huiles se sont écoulés, et est partie avec les terres souillées.  Il a été rappelé à l'exploitant que conformément à l'article précité, un rapport d'incident est attendu dans les 15 jours suivants sa survenue, précisant les origines et causes du phénomène, ses conséquences et les mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC n°6 : Plan de gestion de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets transmis par courrier du 19 août 2021.</p> <p>Le plan de gestion reprend les définitions permettant de classer les différentes matières extraites, et présente les déchets produits. Ils sont constitués des terres de découverte et de stériles, ainsi que des refus de scalpage et de crible.</p> <p>Le plan de gestion indique que l'ensemble de ces déchets sont directement utilisés pour la remise en état du site sans transit de plus de trois ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** PC n°7 : Existence d'une installation de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par zone de stockage :  - lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.  Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.  On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).  Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.  L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après.  Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.  <b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment dans le rapport, l'exploitant a présenté dans son plan de gestion de déchets les déchets considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté.  Comme indiqué, les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes de l'arrêté. L'exploitant déclare que l'exploitation du site correspond à cette situation.  Lors de la visite du site, il n'a pas été constaté de stockage de déchets inertes. Le site est remis en état de manière coordonnée. Les terres de découvertes sont directement disposées sur la zone précédemment exploitée pour la remise en état, ainsi que la faible quantité de matériau provenant de la grille.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet